



RAPPORT ANNUEL 2008

Crédit Mutuel du Centre



Crédit Mutuel du Centre

105, rue du faubourg Madeleine - 45920 Orléans Cedex 9
Tél : 02 38 77 60 00 - Fax : 02 38 77 63 00 - Télex : CREDIMU 780 862
www.creditmutuel.fr



SOMMAIRE

RAPPORT DE GESTION SUR LES COMPTES GLOBALISES.....Page 5

LES COMPTES GLOBALISES

Etats financiers au 31 décembre 2008.....Page 15

Annexe aux comptes globalisés.....Page 19

RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Rapports des Commissaires aux Comptes sur les comptes globalisés.....Page 41

Rapports des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementéesPage 45

Les chiffres clés du Crédit Mutuel du Centre

Activité du Crédit Mutuel du Centre au 31-12-2008

Encours épargne	6,7 milliards d'euros
Encours crédit	5,3 milliards d'euros
Assurance (portefeuille IARD)	62,8 millions d'euros
Bilan	7,5 milliards d'euros
Résultat net	16,5 millions d'euros
Fonds Propres (après affectation du résultat)	583 millions d'euros

Chiffres du Crédit Mutuel du Centre au 31-12-2008

Nombre d'agences	118
Nombre de clients	355 713
Nombre de salariés	1 217
Nombre d'administrateurs	795

RAPPORT DE GESTION SUR LES COMPTES GLOBALISES

Arrêtés au 31 décembre 2008

DU CREDIT MUTUEL DU CENTRE

Ce rapport a été établi pour vous présenter les résultats de la gestion du Crédit Mutuel du Centre durant l'exercice 2008, conformément aux dispositions de l'article 4 du règlement 91-01 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à l'établissement des comptes individuels annuels des établissements de crédit.

Les comptes annuels globalisés du Crédit Mutuel du Centre (CMC) sont établis sur la base d'un périmètre comprenant la Fédération Régionale des Caisses de Crédit Mutuel du Centre, la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel du Centre et les 100 Caisses locales, conformément à l'article R 511-3 du code monétaire et financier

Ce document comporte des informations sur :

- La vie économique du groupe,
- La vie juridique du groupe,
- les résultats du groupe (tableau annexe).

1) INFORMATIONS PORTANT SUR LA VIE ECONOMIQUE :

SITUATION DU GROUPE ET PRINCIPALES ACTIVITES

Le CMC se situe parmi une des premières banques régionales de la Région Centre et comme un partenaire de tout premier ordre pour le financement de l'activité économique. Au 31 décembre 2008, sur les 6 départements de la région centre, les parts de marché étaient de 8,79% pour les dépôts bancaires et 10,70 % pour les engagements.

Au 31 décembre 2008, notre groupe compte 100 caisses locales constituant un réseau de 118 guichets. Ces guichets assurent la diffusion auprès des sociétaires et clients de l'ensemble des services bancaires, des produits financiers (titres et OPCVM), des produits d'assurance (VIE et IARD) et autres produits de diversification en termes de gestion patrimoniale.

La Caisse Fédérale de Crédit Mutuel du Centre (CFCMC) organise la solidité financière du CMC, son capital est contrôlé par l'ensemble des Caisses locales. La CFCMC est la centrale financière du groupe, elle assure à ce titre, le refinancement à long terme des crédits consentis par les caisses locales ainsi que le placement de leurs excédents de trésorerie. Elle assure également en direct la gestion des prêts distribués aux collectivités locales et aux entreprises de la région Centre.

La Fédération Régionale représente le CMC dans sa région, c'est aussi l'organe qui définit la stratégie du groupe régional et qui en organise le contrôle.

Avec les caisses locales rattachées, le Crédit Mutuel du Centre est l'un des 18 établissements de crédit affiliés à la Confédération Nationale du Crédit Mutuel.

LE CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER :

La Crise Financière Mondiale

La rupture de confiance remonte à l'année 2007 avec la crise des Subprimes. Mais la perte de confiance s'est poursuivie en 2008 et a atteint son paroxysme avec la faillite de Lehmann Brothers. C'est avec une tension extrême sur la liquidité que le secteur bancaire mondial a traversé au 4^e trimestre une période très difficile, émaillée par ailleurs de différents scandales comme celui du courtier Madoff.

Le retour à la confiance dans les établissements les plus réputés de la planète passait par l'intervention des états, en garantissant les dépôts des particuliers, les prêts interbancaires ou les emprunts, en nationalisant ou en entrant au capital de certaines banques, en forçant des rapprochements. L'ensemble de ces mesures ont débouché en 2009 sur un paysage bancaire complètement modifié.

La Crise Economique Mondiale

Au 1^{er} semestre, la hausse du prix des matières premières et du pétrole avait fait craindre une remontée des tensions inflationnistes. Une hausse importante des taux d'intérêts sur les marchés financiers et sur les prêts distribués aux acteurs de l'économie avait d'ailleurs été constatée.

L'activité économique mondiale qui donnait déjà de sérieux signes de ralentissement s'est brutalement détériorée au cours du dernier trimestre. Nous avons assisté à une baisse des prix de matières premières et du pétrole, à un repli des principaux indices de l'activité et une remontée du chômage.

Les principales banques centrales et de nombreux états sont intervenus massivement pour soutenir le système financier et l'activité économique.

Les banques centrales ont considérablement baissé leurs taux directeurs. Les états ont lancé des plans massifs de relance de l'activité.

La Crise Economique et Financière en France

L'économie française a été également touchée par la crise financière et économique mondiale mais dans une moindre mesure.

Les banques françaises ont mieux surmonté la crise du fait que les contraintes sur les normes prudentielles plus strictes.

Les pouvoirs publics afin d'améliorer la liquidité de ces dernières ont toutefois mis en place une structure de refinancement SFEF (Société de Financement de l'Economie Française) se traduisant par la distribution de prêts garantis par l'état à hauteur d'un plafond de 360 Milliards d'euros et ont également favorisé certains rapprochements de groupes bancaires.

L'économie Française connaît également un ralentissement mais avec une chute de la consommation et une remontée du chômage moins forte que dans les pays anglo-saxons.

Les pouvoirs publics ont également pris des mesures de relance de l'activité par la mise en place d'un plan de soutien à l'investissement ou sous formes d'aides sectorielles (l'automobile..).

RESULTAT DES ACTIVITES :

Malgré ce contexte de crise, le CMC n'a jamais cessé de prêter au contraire la production des crédits est restée soutenue 960 Millions d'euros de crédits contre 1280 Millions d'euros en 2007.

Pour la première fois depuis 2002, le taux moyen du stock des crédits est en augmentation mais reste faible eu égard au taux des ressources bancaires qui progressent plus rapidement.

Le taux des dépôts réglementés a fortement progressé entraînant un afflux de capitaux importants vers ces supports. Les autres taux des dépôts (CAT) ont suivi mécaniquement cette hausse mais également celle des marchés financiers au cours de 2008.

Le développement des dépôts bancaires a permis de contenir les recours aux ressources de marché.

Activité clientèle :

Le développement de l'activité commerciale s'est traduit par :

- **Un encours d'épargne globale de près de 6,7 milliards d'euros** fortement soutenue par le bon de développement de l'épargne bancaire :

Structure de l'encours d'épargne globale au 31.12.2008	
Epargne Assurance	21,22 %
Epargne financière (OPCVM etc....)	10,99 %
Livrets	24 ,6%
Comptes de chèques	13,43%
PEP	9,03%
Epargne logement	10,86%
Placements à terme et divers	9,88%

- **Un développement satisfaisant des encours de crédits s'élevant en fin d'exercice à 5,4 milliards d'euros** avec une progression de 162 Millions d'euros

Structure de l'encours des crédits au 31.12.2008	
Fonctionnement	4,06%
Consommation	6%
Habitat	64,08%
Professionnels	21,18%
Collectivités locales	4,02%
Douteux nets	0,66%

Dans le domaine de l'épargne

L'épargne bancaire a connu un très bon développement en 2008 grâce à une croissance très forte des encours de livrets et plus particulièrement des livrets bleus suite à la hausse des taux réglementés. Les CAT ont enregistré de bonnes performances du fait la tension sur les taux courts. Les ressources bancaires progressent ainsi de 278 M€ soit 8,23 % par rapport à 2007.

L'évolution des encours d'épargne financière et l'épargne d'assurance ont souffert du contexte de crise financière.

L'encours d'épargne financière a baissé de 21,6 Millions d'euros soit -2,83 % et celui de l'encours de l'épargne d'assurance a très peu augmenté +16 Millions d'euros soit 1,14 %.

Dans le domaine des crédits :

Malgré le contexte de crise et de taux élevés, le CMC a connu un développement satisfaisant de ces encours de crédit + 162 Millions d'euros +3,09 % grâce à une production soutenue.

Les crédits à l'investissement avec les crédits de fonctionnement ont enregistré les plus fortes progressions (taux de croissance de plus de 6 %).

Le développement des crédits à la consommation avec un taux de progression de 3 % est demeuré plus modeste.

Dans le domaine des services

Le CMC a poursuivi l'amélioration du taux d'équipement des services auprès de ses clients.

Pour l'IARD, le nombre de contrats nets progresse de 11 528 soit 2,98 %.

L'offre Eurocompte continue à se développer puisque l'on assiste une augmentation nette de 8419 contrats soit 7,42 %.

La vente de la téléphonie avec l'offre NRJ Mobile connaît toujours un vif succès puisque l'on a enregistré 3872 nouveaux contrats.

Les contrats Protection Vol augmentent de 524 soit 21,85 %.

Activités financières

Les activités menées en 2008 s'inscrivent toutes dans le cadre et les limites de notre politique de gestion financière fixée par le comité ALM (dirigeants de la banque).

Par convention signée en avril 2005, la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel du Centre a chargé la Banque Fédérative du Crédit Mutuel (BFCM) d'assurer pour son propre compte la réception et la transmission d'ordres sur les marchés financiers ainsi que la réalisation de ses activités post marchés.

Les opérations mises en œuvre par la Caisse Fédérale comprennent essentiellement la gestion du refinancement à moyen et long terme du groupe, la gestion de bilan du groupe CMC et accessoirement la gestion du portefeuille titres.

Gestion de refinancement à moyen et long terme

La projection des ratios en 2008 n'indiquaient pas de besoins de refinancement supplémentaire.

Mais le CMC a poursuivi sa stratégie d'allongement des durées de refinancement lors du renouvellement des tombées. Les emprunts ont été réalisés à 78 % à taux fixe et à 22 % à taux variable.

Toutefois en raison de la crise de liquidité, le CMC n'a pas pu continuer les orientations de sa politique de refinancement.

Pour faire face à ses besoins de refinancement, le CMC a donc eu recours aux prêts garantis par l'état de la SFEF par l'intermédiaire de la BFCM sa banque de financement et de marché.

Le CMC a souscrit pour un montant de 33 242 K€aux opérations de marché de la SFEF au 31/12/2008.

Le CMC a également eu recours aux emprunts de la CRH pour un montant de 22,5 M€ Les besoins nets de trésorerie s'élèvent à 1522 M€en 2008 contre 1399 M€en 2007.

Gestion de bilan du groupe CMC

La gestion Actif Passif valorise régulièrement l'impasse en liquidités et l'impasse en taux pour analyse par le comité ALM.

Les projections des ratios effectuées sur 2008 ont permis de mettre en évidence l'absence de besoins de couverture supplémentaire.

Le suivi périodique de l'efficacité des swaps de macro-couverture montre également une nette désensibilisation du PNB à la variation des taux quelque soit le scénario adopté.

La contribution au PNB procurée par ces swaps de macro-couverture s'élève à + 2,3 M€

Dans le cadre du pilier II de bale II, la mise en place de cette couverture montre pour le CMC une amélioration de la sensibilité la Valeur Actualisée Nette du bilan (VAN) lorsque la courbe des taux est déformée.

Par convention réglementaire, un déplacement linéaire de la courbe des taux de +200/-200 points de base (2 %) ne doit pas représenter plus de 20 % des fonds propres (la limite interne retenue au CMC est de +/-18 % des Fonds Propres). L'analyse menée sur l'ensemble du bilan du groupe de fin 2008 montre que l'impact sur les fonds propres est de + 2,18%/-5,72% lorsqu'on enregistre une variation des taux de + ou - 2% ; le niveau de fonds propres s'avère donc tout à fait compatible avec le risque encouru.

Au cours du dernier trimestre 2008, la crise de liquidité a empêché tout refinancement à court et à long terme. Le CMC a du constituer de manière prudentielle des réserves de liquidités pour anticiper ces tombées.

Le coefficient de liquidité à 1 mois s'élevait à 170% au 31/12/2008 niveau élevé très au dessus de la limite réglementaire minimale fixée à 100 % et en interne à 115 %.

Gestion du portefeuille titres

Ce portefeuille fait l'objet de la convention de prestations de services par BFCM et est totalement financé par des emprunts auprès de la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel Centre Est Europe afin que cette activité n'ait pas d'impact sur nos liquidités.

Au 31/12/2008, le portefeuille placement s'élève à 106 M€

En raison de la crise financière, une charge de dépréciation a été constituée sur ce portefeuille pour 2,9 M€ en 2008. Une surveillance rigoureuse est exercée sur le rating du portefeuille, les titres comportant une notation inférieure à B peuvent faire l'objet d'une décision de cession par le directoire (cas des obligations de la banque MONTE DEI PASCHI DI SIENA pour 13,5M€ avec une cotation dégradée fin 2008).

Au 31/12/2008, le portefeuille investissement s'élève à 40 M€ Aucun transfert de titres n'a eu lieu au cours de l'année.

Suite à la crise financière, la banque d'investissement LEHMAN BROTHERS a fait l'objet d'une procédure collective. Le CMC porte pour 5092 K€ sous forme d'obligations à taux variable dans **son portefeuille d'investissement**. Ces titres ont fait l'objet d'un déclassement en compte douteux compromis et ont été provisionnés à hauteur de 4 500 K€ soit 90 % selon les recommandations de la CNCM.

La rentabilité :

La **Marge Financière** connaît sur 2008 une évolution positive.

Cette dernière a progressé de 0,6 M€ soit 0,65 % par rapport à 2007. En effet la hausse du coût des ressources a été compensée par les gains issus de la couverture du risque de taux global.

Les **Commissions nettes** ont progressé de 1 M€ du fait de la baisse significative des commissions versées sur apporteurs d'affaires (1,296 M€).

Les commissions encaissées ont quand à elles légèrement diminué en raison de la suppression de certains frais pénalisant le client (loi CHATEL) et de la stagnation des commissions provenant de l'activité financière clientèle.

La forte croissance des dividendes + 2,9 M€ soit une augmentation de 75,8 % a contribué à la croissance du PNB pour 2008.

Le **PNB** a atteint 147,2 M€ en 2008 contre 145,1 M€ en 2007 soit une progression de 1,43 %.

Les **Frais Généraux** (amortissements compris) 105,2 M€ ont augmenté de 2,2 M€ soit 2,14 % par rapport à 2007.

Le **Coefficient d'Exploitation** (calculé selon la norme de la Commission Bancaire) se dégrade d'un point à 74,06 % à fin 2008 contre 72,97 % à fin 2007.

Le **Coût du risque** s'élève à 9 M€ en légère augmentation de 0,96 M€ induisant une bonne maîtrise des risques se décomposant comme suit :

- un risque client contenu à 3 M€ du même niveau que 2007,
- une dotation prudentielle à la Provision pour Risque Générale à hauteur de 1,5 M€ pour faire face aux éventuelles défaillances sur la forte production des crédits des années précédentes,
- une provision de 90 % sur les 5 M€ d'encours de la banque Lehmann Brothers (portefeuille d'investissement).

Le taux de couverture des douteux est passé de 65,28% au 31/12/2007 à 64,58 % au 31 12 2008.

Le **résultat net** s'élève ainsi à 16,5M€ en légère baisse de 3,35 % par rapport à 2007 après une dotation nette de l'exercice au FRBG de 42,46 M€

Pour l'exercice 2008, un montant de 7,9M€ sera affecté à la rémunération des parts sociales détenues par les sociétaires du Crédit Mutuel du Centre.

La **Marge Nette d'Autofinancement** (MNA), c'est-à-dire le résultat avant dotation au FRBG mais après rémunération du capital, s'élève à 51 M€ en 2008 contre 16,8 M€ en 2007.

Cette forte progression de la MNA s'explique par la plus value réalisée sur la cession de titres de participation de la SAS CLOE. Sans cette plus value de cession et sans la provision des titres LEHMAN BROTHERS, la MNA se situerait au même niveau que les années précédentes à 17 M€

La Solvabilité :

Ces résultats portent **les fonds propres nets**, après répartition du résultat 2008 à **583 M€**, se décomposant en 313,6 M€ de réserves et assimilés et 269,3 M€ de parts sociales.

La couverture de nos risques est toujours correctement assurée puisque **le ratio de solvabilité « tier one » s'élève à 13,14 % au 30/06/08** contre 11,21 % à fin 2007 (pour un niveau minimum requis de 8 % pour le ratio global).

Ce ratio est issu de la **déclaration réglementaire Pilier I Bale II (état CAF)** avec prise en compte des exigences transitoires.

Intérêts des parts sociales mis en paiement des 3 derniers exercices :

Conformément aux dispositions légales, il est rappelé que les intérêts des parts sociales mis en paiement pour les 3 exercices précédents, ont été les suivants:

Exercice	Intérêt versé	Régime fiscal
2005	3 761 K€	intérêt éligible à abattement prévu par l'article 158-3 du CGI
2006	4 023 K€	intérêt éligible à abattement prévu par l'article 158-3 du CGI
2007	5 674 K€	intérêt éligible à abattement prévu par l'article 158-3 du CGI

PERSPECTIVES ET STRATEGIES DU GROUPE

Plan stratégique 2008-2015 :

Le 24 Mai 2008 a eu lieu la convention de lancement de notre nouveau **Plan Stratégique** :

Les fondements du changement :

- Mettre le client au centre de nos préoccupations avec la mise en place des 2 nouvelles Directions pour conduire ce plan stratégique : la Direction de la Relation Client et la Direction Commerciale et Réseaux,
- Se différencier en développant une prestation de qualité perçue par le client,
- Accroître notre rentabilité,
- Pérenniser le CMC par la conquête.

Afin de réaliser ces objectifs, le CMC a mis en place un nouveau dispositif relation clients DRC proposant au client une manière de fonctionner avec la banque qui corresponde à son profil et à ses souhaits.

Une nouvelle segmentation client a été établie ; la segmentation relationnelle est basée sur 4 profils de comportements clients.

Un test en 2008 a été effectué sur 11 agences pilotes de l'agglomération orléanaise. Le déploiement sur toutes les agences en DRC sera réalisé en 3 vagues (janvier 2009, juin 2009 et janvier 2010)

Mise en Commun de Moyens

Le CMC va poursuivre la **Mise en Commun de Moyens** déjà commencée en 2008 afin de consacrer l'essentiel de ses forces au développement, d'augmenter à terme la qualité des services sur les activités de production bancaire en bénéficiant des importants moyens du groupe CM-CIC et d'optimiser les coûts par la réalisation d'économies d'échelle.

C'est pourquoi il est envisagé d'adhérer au GIE CM-CIC Services créé en mai dernier, dont la vocation est la mise en commun de moyens sur plusieurs activités de production qui seront traitées pour le compte de Fédérations de Crédit Mutuel et les Banques du CIC.

Les activités concernées sont les suivantes :

- Logistique (immeubles et sécurité, réseau, moyens généraux, gestion du parc matériel),
- Support : Organisation, Infocentre, Documentation sur l'intranet « Pixis », Téléassistance Métiers,
- Plateformes (Recouvrement amiable, surendettement, successions),
- Stocks (épargne et gestion crédits),

Cette adhésion va permettre l'implantation à Orléans de 3 activités :

- Un secteur **Logistique** (immeubles et sécurité réseau, moyens généraux, gestion du parc matériel),
- Une plate forme **Successions**,
- Une plate forme **SVP Bancassurance**.

2°) INFORMATIONS PORTANT SUR LA VIE JURIDIQUE :

LES FILIALES:

SCI du Crédit Mutuel

La SCICM est détenue à 100 % par le CMC et exerce une activité de mise à disposition d'immeubles pour les agences.

SARL Société Immobilière du Centre

Détenue à 100 % par le CMC, la SARL exerce :

- une activité d'Agent Immobilier pour nos clients désirant acquérir des biens immobiliers auprès de promoteurs immobiliers en Région Centre. Cette activité est appelée à disparaître en raison de la nouvelle offre de produits immobiliers AFEDIM (partenaire national CM-CIC) plus diversifiée au niveau national,
- et à la marge une activité de marchands de biens en se portant adjudicataire dans les procédures de saisies immobilières initiées par le service du Contentieux du C.M.C.

Activité des filiales (en K€)

EXERCICE 2008	Chiffre d'affaires	Résultat net
SCICM	3 143	-127
SARL IMMOBILIERE DU CENTRE	221	24

PARTICIPATIONS

SAS CLOE

Le protocole de coopération établi en 2001 entre les groupes (CAEN, LAVAL et ORLEANS) prévoyait le regroupement de participations (BFCM, CICASSET MANAGEMENT et SYNERGIE FINANCE) au sein de la SAS CLOE. Ce regroupement ayant un poids très faible au sein des structures nationales (1,90 % de la BFCM), le conseil d'administration de la SAS CLOE a décidé en février 2008 de procéder à la dissolution amiable de la société. Cette opération a permis de dégager une plus value de 62 341 K€ issue de la valorisation du portefeuille de participations détenues par la SAS CLOE.

Le CMC a racheté sa quote-part (35%) de ce portefeuille, notamment des actions de la BFCM. La dépréciation du titre BFCM en raison de la crise financière a réduit l'impact de la plus value sur la Marge Nette d'Autofinancement à 36 850 K€ puisqu'une provision pour dépréciation sur titres a été constituée à hauteur de 24 452 K€.

GIE CLOE Fournitures

Le CMC détient une participation à hauteur de 35 % dans le GIE CLOE FOURNITURES (350 K€) qui a une activité de mise à disposition des fournitures de bureau et imprimés auprès des groupes partenaires.

SODELEM

La CMC détient 9,8 % du capital de Sodelem qui exerce une activité de crédit bail mobilier et d'opérations de financements locatifs d'équipement pour notre clientèle d'entreprises et de professionnels.

BFCM

Le CMC détient 0,69 % du capital de BFCM pour un montant de 87 750 K€

Subvention à la fondation du CMC

La Fondation du CMC a pour but de favoriser l'insertion des jeunes dans la vie économique et sociale, elle a été prorogée le 06 juillet 2007 de six années.

Au cours de l'exercice 2008, la Caisse Fédérale a versé une dotation annuelle de 80 000 € au profit de la Fondation.

Notre Fondation pour les Jeunes a financé 75 projets en 2008, marquant ainsi notre volonté de permettre aux jeunes d'exprimer leur sens de l'initiative et de la solidarité.

Augmentation de capital GACM

Le CMC a souscrit aux augmentations de capital de GACM via :

- le paiement du dividende en actions pour 1 568 K€
- une acquisition de titres pour 4852 K€ suite à la fusion absorption des sociétés immobilières du GACM.

COMPTES CONSOLIDES

Le CMC n'établit pas de comptes consolidés. Au regard de la réglementation comptable, une entreprise sous contrôle est comprise dans le périmètre de consolidation que si elle présente un caractère significatif par rapport aux comptes consolidés de l'ensemble des entreprises incluses dans le périmètre de consolidation. Ce caractère non significatif est apprécié chaque année sous le contrôle de nos commissaires aux comptes.

RENOUVELLEMENT DES MANDATS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les mandats des 2 commissaires aux comptes titulaires et de leurs 2 suppléants arrivent à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes annuels 2008.

La durée des nouveaux mandats de 6 ans prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à se réunir en 2015 pour approuver les comptes arrêtés au 31 décembre 2014.

Le tableau ci-dessous recense les coordonnées des commissaires aux comptes à l'issue des désignations envisagées :

Commissaires aux Comptes	Renouvellement de mandat	Nouvelle nomination
Titulaire	Société GRANT-THORNTON sise 100 Rue de Courcelles 75017 PARIS représentée par Gérard De FOURNAS	
Suppléant GRANT-THORNTON		Société IGEC sise 3 Rue Léon Joste 75017 PARIS représentée par Jean Pierre CORDIER en remplacement de Guy FLOCHAY
Titulaire	Société MAZARS & GUERARD sise 61 Rue Henri Regnault 92075 LA DEFENSE CEDEX représentée par Pierre MASIERI	
Suppléant MAZARS & GUERARD	Guillaume POTEL 61 Rue Henri Regnault 92075 LA DEFENSE CEDEX	

Conformément aux dispositions de l'article L 820-3 du code de commerce, ceux-ci ont confirmé par lettre sous réserve de leur désignation par votre assemblée générale, chacun en ce qui les concerne :

- accepter la mission qui leur est confiée,
- qu'il n'existe pas de leur chef d'incompatibilité ou d'interdiction à cette nomination, notamment selon les limitations posées par de l'articler L 822-11 du code précité, interdisant au commissaire aux comptes ou à un membre de son réseau national ou international de fournir toute autre prestation non directement liées à la mission de commissaire aux comptes au Crédit Mutuel du Centre ou à une entité contrôlée par le CMC.

Par ailleurs, cette proposition de désignation des commissaires aux comptes qui a été faite début mars à la Commission Bancaire conformément aux dispositions de l'instruction 2006-02, c'est-à-dire plus de 2 mois avant la tenue de notre assemblée générale.

INFORMATIONS CONCERNANT LES MANDATAIRES SOCIAUX

Conformément aux dispositions de l'article L225-102-1-alinéa 3 du Code de Commerce, nous tenons à votre disposition la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés par chacun des mandataires sociaux de la Caisse Fédérale.

EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA DATE DE CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun évènement important n'est survenu depuis la date de clôture de l'exercice

TABLEAU DES RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES :

RUBRIQUES	2004	2005	2006	2007	2008
SITUATION FINANCIERE FIN D'EXERCICE					
Capital social	148 548 825	152 310 323	164 297 725	242 109 375	269 348 867
Nombre de parts sociales existantes :					
Parts A (parts 1 Euro)	6 036 589	6 060 086	6 113 396	6 056 697	5 982 828
Parts B (parts 1Euro)	136 212 036	139 950 057	151 884 149	174 752 528	183 865 874
Parts administrateurs (parts d'1 Euro)	180	180	180	150	165
Nombre de parts sociales à intérêt prioritaire (1€)	6 300 000	6 300 000	6 300 000	/	/
Nombre de parts sociales d'associés non coopérateurs (PANC d'un euro)	/	/	/	61 300 000	79 600 000
Nombre de parts sociales à créer	société à capital variable				
RESULTATS DE L'EXERCICE (En milliers)					
Produits d'exploitation bancaire	277 541	283 370	318 118	375 474	434 950
Résultat avant impôts et dotations aux provisions et aux amortissements et participation	40 990	53 164	49 593	47 645	47 472
impôts sur les bénéfécies	9 600	14 992	13 819	11 925	11 157
Participation des salariés	449	1 346	1 200	410	411
Résultat après impôts et dotations aux provisions et aux amortissements	14 166	16 012	16 429	17 097	16 523
Résultat distribué	3 757	3 761	4 023	5 674	7 927
RESULTAT POUR 1 PART SOCIALE DE 1 €					
Résultat avant impôts et dotations aux provisions et aux amortissements et participation	0,28 €	0,35 €	0,30 €	0,20 €	0,18 €
Résultat après impôts et dotations aux provisions et aux amortissements	0,10 €	0,11 €	0,10 €	0,07 €	0,06 €
Dividende servi à chacune des parts sociales A	/	/	/	/	/
Dividende servi à chacune des parts sociales B	0,026 €	0,026 €	0,026 €	0,03 €	0,0315 €
Dividende servi à chacune des parts sociales à intérêt prioritaire	0,026 €	0,026 €	0,026 €	/	/
Dividende servi à chacune des parts sociales d'associés non coopérateurs	/	/	/	0,03 €	0,0315 €

COMPTES GLOBALISES DU CREDIT MUTUEL DU CENTRE

Etats Financiers au 31 décembre 2008



2008 EN CHIFFRES



BILAN au 31 DECEMBRE 2008 (en milliers d'euros)

ACTIF	31.12.2008	31.12.2007
CAISSE, BANQUES CENTRALES, CCP	20 305	12 774
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES	0	0
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	1 652 795	1 271 733
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	5 412 366	5 255 322
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	130 764	133 210
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	8 147	8 217
PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	3 584	1 767
PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES	130 175	78 436
CREDIT-BAIL ET LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT	0	0
LOCATION SIMPLE	0	0
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 957	2 984
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	29 600	32 863
CAPITAL SOUSCRIT NON VERSE	0	0
ACTIONS PROPRES	0	0
COMPTES DE NEGOCIATION ET DE REGLEMENT	0	0
AUTRES ACTIFS	90 590	123 024
COMPTES DE REGULARISATION	52 490	56 828
TOTAL DE L'ACTIF	7 533 773	6 977 158

PASSIF	31.12.2008	31.12.2007
BANQUES CENTRALES, CCP		0
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	2 012 866	1 781 165
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	4 494 318	4 226 560
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	309 259	302 823
AUTRES PASSIFS	24 249	46 895
COMPTES DE REGULARISATION	56 430	65 074
COMPTES DE NEGOCIATION ET DE REGLEMENT	0	0
PROVISIONS	45 715	44 254
DETTES SUBORDONNEES	0	0
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX (FRBG)	139 018	96 558
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	451 918	413 829
Capital souscrit	269 349	242 109
Prime d'émission	0	0
Réserves	166 046	157 439
Résultat en instance d'affectation	0	0
Ecart de réévaluation	0	0
Provisions réglementées et subventions d'investissement	0	0
Report à nouveau (+ / -)	0	-2 817
Résultat de l'exercice (+ / -)	16 523	17 097
TOTAL DU PASSIF	7 533 773	6 977 158

HORS-BILAN	31.12.2008	31.12.2007
ENGAGEMENTS DONNES		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	498 754	574 608
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	115 259	105 193
ENGAGEMENTS SUR TITRES	672	1 540
ENGAGEMENTS RECUS		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	0	0
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	477 168	486 528
ENGAGEMENTS SUR TITRES	672	1 540

COMPTE DE RESULTAT au 31 DECEMBRE 2008

(en milliers d'euros)

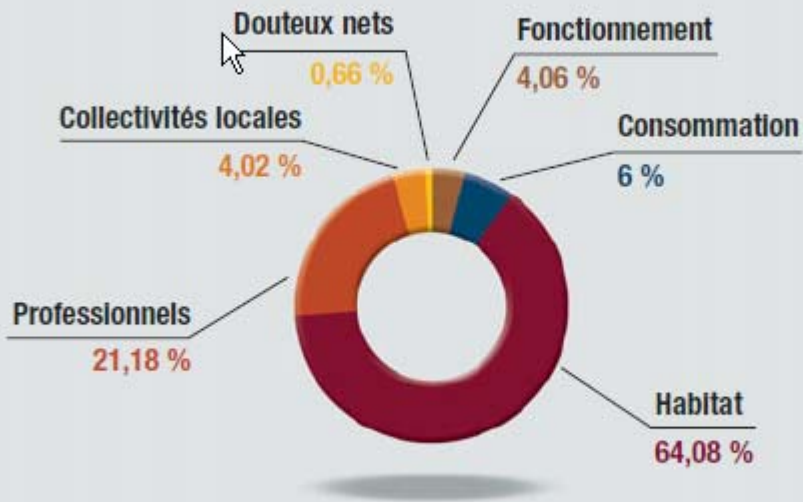
	31.12.2008	31.12.2007
+ Intérêts et produits assimilés	353 590	296 692
+ Intérêts et produits assimilés établissements de crédit		
+ Intérêts et produits assimilés clientèle		
+ Intérêts et produits assimilés obligations et titres à revenus fixe		
+ autres intérêts et produits assimilés		
- autres intérêts et charges assimilés	-274 641	-218 268
- Intérêts et charges assimilées établissements de crédit		
- Intérêts et charges assimilées clientèle		
- Intérêts et charges assimilées obligations et titres à revenus fixe		
- autres intérêts et charges assimilées		
+ Revenus des titres à revenu variable	6 767	3 850
+ Commissions (produits)	73 770	74 145
- Commissions (charges)	-9 785	-11 189
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	57	-219
+/- Gains ou pertes sur opérations des portef. placement ou assimilés	-2 539	164
+ Autres produits d'exploitation bancaire	766	623
- Autres charges d'exploitation bancaire	-797	-692
PRODUIT NET BANCAIRE	147 188	145 106
- charges générales d'exploitation	-100 127	-97 871
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-5 119	-5 166
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	41 942	42 069
+/- Coût du risque	-9 051	-8 090
RESULTAT D'EXPLOITATION	32 891	33 979
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	37 773	-2
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	70 664	33 977
+/- Résultat exceptionnel	-524	482
- Impôt sur les bénéfices	-11 157	-11 924
+/- Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées	-42 460	-5 438
RESULTAT NET	16 523	17 097

Comptes globalisés du Crédit Mutuel du Centre

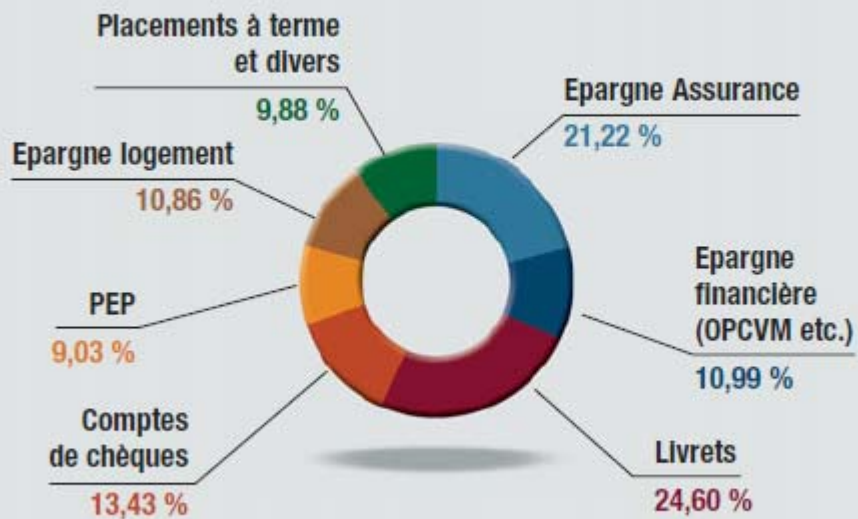
ANNEXE AUX COMPTES PUBLIABLES



Structure de l'encours des crédits au 31-12-08



Structure de l'encours d'Epargne globale au 31-12-2008



ANNEXE aux Comptes Annuels globalisés 2008 du Crédit Mutuel du Centre

Le Crédit Mutuel du Centre (CMC) est l'un des groupes bancaires régionaux adhérent à la Confédération Nationale du Crédit Mutuel (CNCM), organe central au sens du code Monétaire et Financier.

Cette annexe comporte des informations sur :

1. Les faits marquants de l'exercice,
2. Le périmètre comptable,
3. Les principes comptables et méthodes d'évaluation,
4. Les postes du bilan, du hors-bilan, du compte de résultat et des informations sur le risque de crédit, les participations, le personnel.

Préambule : Les informations chiffrées sauf indication contraire sont exprimées en K€

1 LES FAITS MARQUANTS

Dissolution de la SAS CLOE :

Le protocole de coopération établi en 2001 entre les groupes (CAEN, LAVAL et ORLEANS) prévoyait le regroupement de participations (BFCM, CICASSET MANAGEMENT et SYNERGIE FINANCE) au sein de la SAS CLOE. Ce regroupement ayant un poids très faible au sein des structures nationales (1,90 % de la BFCM), le conseil d'administration de la SAS CLOE a décidé en février 2008 de procéder à la dissolution amiable de la société. Cette opération a permis de dégager une plus value de 62 341 K€ issue de la valorisation du portefeuille de participations détenues par la SAS CLOE.

Le CMC a racheté sa quote-part (35%) de ce portefeuille, notamment des actions de la BFCM. La dépréciation du titre BFCM en raison de la crise financière a réduit l'impact de la plus value à 37 000 K€ puisqu'une provision pour dépréciation sur titres a été constituée à hauteur de 24 452 K€

Déclassement en douteux compromis des obligations LEHMAN BROTHERS :

Suite à la crise financière, la banque d'investissement LEHMAN BROTHERS a fait l'objet d'une procédure collective. Le CMC porte pour 5092 K€ sous forme d'obligations à taux variable dans son portefeuille d'investissement. Ces titres ont fait l'objet d'un déclassement en compte douteux compromis conformément à l'article 3 du règlement CRC 2003-02 et sont provisionnés à hauteur de 4 500 K€ soit 90 % selon les recommandations de la CNCM.

Opérations de financement de la SFEF :

Pour faire face à la crise de liquidité touchant les établissements de crédit, les pouvoirs publics ont mis en place une structure : **Société de Financement de l'Economie Française (SFEF)** chargée d'emprunter sur les marchés financiers en apportant la garantie de l'état. Ces fonds seront prêtés aux établissements de crédits afin d'améliorer leur refinancement. Ces financements sont adossés à un collatéral sous forme de mobilisation de créances en application de l'article L.211-38 du Code Monétaire et Financier.

La BFCM, banque d'investissement CM-CIC participe directement aux financements de la SFEF, se charge de la mobilisation des créances et de la répartition des fonds entre toutes les entités bancaires du groupe. Le CMC a souscrit pour un montant de 33 242 K€ aux opérations de marché de la SFEF au 31 12 2008.

2 LE PERIMETRE COMPTABLE

Les comptes annuels globalisés sont établis sur la base d'un périmètre comprenant la Fédération Régionale des Caisses de Crédit Mutuel du Centre, la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel du Centre et les 100 Caisses locales, conformément à l'article R 511-3 du code monétaire et financier.

Eu égard au caractère non significatif des filiales, le CMC ne rattache pas celles-ci au périmètre de ses comptes au sens du règlement CRC 99-07 du 24 novembre 1999. Sur ce point, le CMC avait obtenu par courrier du 11 décembre 1997 de la Commission Bancaire, une dispense d'établir des comptes consolidés.

Le caractère non significatif des filiales est apprécié annuellement sous le contrôle des commissaires aux comptes.

Comptes consolidés nationaux du groupe Crédit Mutuel - CIC :

Le CMC est intégré dans les comptes consolidés nationaux du groupe CM-CIC. L'entité consolidante est composée de l'ensemble des Fédérations, des Caisses Locales et Caisses Fédérales de Crédit Mutuel. A ce titre, le CMC fait partie de l'entité consolidante du groupe Crédit Mutuel-CIC.

Relations financières avec la Confédération Nationale du Crédit Mutuel (CNCM) et les différents groupes composant le réseau.

Le CMC est un établissement affilié à un organe central (la CNCM) au sens de l'article L511-30 du Code Monétaire et Financier et entretient à ce titre des relations financières avec les établissements qui composent ce réseau. Le détail de ces relations financières est indiqué dans le chapitre « poste du bilan, du hors bilan et du compte de résultat ».

3 LES PRINCIPES ET METHODES D'EVALUATION

Les comptes annuels globalisés sont établis **en normes CNC**, en conformité avec les principes comptables généraux et avec le règlement n° 91-01 du 16 janvier 1991 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière (CRBF) ainsi que ses modifications subséquentes et notamment par le règlement 2000-03 du 04 juillet 2000 du Comité de la Réglementation Comptable.

3.1 IMMOBILISATIONS

Immobilisations corporelles

Ces immobilisations sont comptabilisées selon les dispositions du CRC 2004-06 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs et du CRC 2002-10 relatif aux amortissements et dépréciations des actifs.

Les constructions et agencements sont comptabilisés à leur coût d'acquisition par composant et sont amortis selon la durée de vie propre à chaque composant selon le mode linéaire.

Les frais d'acquisition s'ils présentent un caractère significatif sont comptabilisés et amortis selon les mêmes conditions que ces immobilisations.

Les autres immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et amorties en fonction de leur durée de vie probable selon le mode linéaire.

Nomenclature	durées d'amortissement économique retenues
Constructions structure	40 ans
Clos et couverts	30 ans
Equipements de constructions	20 ans
Agencements et Installations	10 ans
Mobilier et matériel	5-10 ans
Matériel roulant	4 ans
Matériel Informatique	3-5ans

Immobilisations financières

Les titres de participation sont évalués au coût historique. Ces titres font l'objet de provisions individuelles lorsque leur valeur d'inventaire, appréciée par référence à la valeur d'utilité, est inférieure au prix d'acquisition.

La valeur d'utilité représentant ce que le CMC accepterait de décaisser pour obtenir cette participation s'il avait à l'acquérir. La référence retenue s'appuie sur les éléments suivants :

- Critères objectifs (cours moyen de bourse des derniers mois, rentabilité, capitaux propres)
- Eléments prévisionnels (perspective de rentabilité, de réalisation, conjoncture économique)
- Critères subjectifs (utilité pour le CMC).

3.2 PORTEFEUILLE TITRES (titres de placement et d'investissement)

Le Crédit Mutuel du Centre applique les dispositions prévues dans les règlements 2008-10 et 2005-01 du CRC modifiant le règlement CRBF 91-01.

Les titres de placement sont comptabilisés à leur prix d'acquisition coupons courus exclus pour les obligations et coupons courus inclus pour les titres de créances négociables.

Les titres de placement donnent lieu à provision dès lors que leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable (surcote /décote incluse).

Les titres d'investissement sont comptabilisés comme les titres de placement mais les moins values latentes résultant de la hausse des taux ne donnent pas lieu à provision.

Pour ces 2 portefeuilles, les surcotes/décotes sont amorties selon la méthode actuarielle.

3.3 CREANCES CLIENTS

Les crédits consentis à la clientèle figurent à l'actif du bilan pour le montant du capital restant dû. Aucun crédit à durée indéterminée n'est accordé à la clientèle.

Le CMC utilise le système de cotation de créance du CM-CIC

Les créances douteuses sont incluses pour leur montant net de provisions.

Les créances douteuses représentent des créances de toute nature même assorties de garanties, présentant un risque probable ou certain de non-recouvrement total ou partiel, impayées depuis plus de 3, 6 ou 9 mois selon le type de crédit ou tout dossier présentant un caractère contentieux.

Au CMC, tout déclenchement de procédure contentieuse entraîne systématiquement la déchéance du terme. L'identification des créances entre encours douteux et douteux compromis respecte les dispositions du règlement CRC 2002-03 du 12 décembre 2002 relatif au traitement comptable du risque de crédit.

Suite à l'entrée en vigueur du règlement CRC 2002-03, le classement en douteux compromis intervient à la déchéance du terme. En tout état de cause, l'identification en douteux compromis intervient au plus tard un an après la classification en encours douteux.

Les créances inscrites au bilan qui représentent un risque de non recouvrabilité font l'objet d'une provision. Ces provisions déterminées client par client, viennent minorer l'actif et sont évaluées en fonction des événements en cours rendant probable la perte.

Le CMC applique la méthode d'actualisation des provisions conformément à l'art 13 du CRC 2002-03. Le calcul de la provision actualisée sur créances douteuses prend en compte le montant recouvrable de la créance, auquel on affecte une série de recouvrement statistique moyenne issue des travaux sur BALE II sur la détermination de la LGD (Loss Given Default) en fonction de sa date de déclassement. Cette distribution de recouvrement est actualisée au taux de la créance au moment du déclassement en douteux.

3.4 PROVISIONS

Ces provisions sont affectées à un risque précis, essentiellement pour perte probable sur engagements clientèle ou une charge future.

Les risques clientèle résultant d'engagements de hors bilan sont évalués individuellement et les provisions éventuelles sont portées au **passif du bilan**.

Les risques de pertes futures et non avérées sur les crédits à la clientèle sont évalués statistiquement par nature de crédit et font l'objet d'une provision portée au **passif du bilan**.

Provision Epargne Logement :

Les Comptes Epargne Logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits réglementés français accessibles à la clientèle (personnes physiques). Ces produits associent une phase épargne rémunérée ouvrant des droits à un prêt immobilier dans une seconde phase. Ils génèrent des engagements de deux ordres pour l'établissement distributeur :

- Un engagement de rémunération future de l'épargne à un taux fixe (uniquement sur les PEL, le taux de rémunération des CEL étant assimilable à un taux variable, périodiquement révisé en fonction d'une formule d'indexation),
- Un engagement d'accord de prêt aux clients qui le demandent, à des conditions prédéterminées (PEL et CEL).

Ces engagements ont été estimés sur la base de statistiques comportementales des clients et de données de marché. Une provision est constituée au passif du bilan afin de couvrir les charges futures liées aux conditions potentiellement défavorables de ces produits, par rapport aux taux d'intérêt offerts à la clientèle des particuliers pour des produits similaires, mais non réglementés en termes de rémunération. Cette approche est menée par génération homogène en termes de conditions réglementées de PEL et de CEL. Les impacts sur le résultat sont inscrits parmi les intérêts versés à la clientèle.

3.5 FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX

En application du règlement n° 90-02 du CRBF, un fonds bancaire pour risques généraux (FRBG) a été constitué.

Ce FRBG est destiné à couvrir des risques généraux inhérents aux opérations bancaires n'ayant pas fait, par ailleurs, l'objet de provisions pour risques et charges. Cette rubrique comporte une provision pour risques généraux et une dotation au fonds de solidarité fédéral conformément à la réglementation du Crédit Mutuel. Les dotations et reprises figurent au compte de résultat.

3.6 ENGAGEMENTS HORS BILAN :

La rubrique du hors bilan publiable se compose :

- des engagements de financement et garanties donnés essentiellement en faveur de la clientèle,
- des engagements de garantie reçus de la part des établissements de crédit (sociétés financières principalement).
- les engagements sur titres à recevoir ou à livrer.

Opérations sur instruments financiers à terme (swaps)

Ces opérations sont comptabilisées conformément aux dispositions des règlements 88-02 du 22 février 1988 et 90-15 du 18 décembre 1990 et les textes subséquents du CRBF.

Les contrats d'échange de taux d'intérêt sont classés en :

- Portefeuille de transaction (portefeuille dit de catégorie A) ayant pour objet de maintenir des positions ouvertes isolées afin le cas échéant de bénéficier de l'évolution des taux d'intérêt.
- Portefeuille de micro-couverture (portefeuille dit de catégorie B) en vue d'assurer la couverture d'un risque de taux d'un élément isolé du bilan. Les swaps de micro-couverture ne sont pas réévalués lorsque l'élément couvert n'est pas évalué au prix de marché. Ces swaps sont transférés dans la catégorie A position ouverte isolée lorsque l'élément couvert arrive à échéance.
- Portefeuille de macro-couverture (portefeuille dit de catégorie C) en vue de couvrir et de gérer le risque global de l'établissement sur l'actif, le passif et le hors bilan. L'établissement mesure de manière périodique son risque de taux global et est en mesure de justifier que globalement les contrats comptabilisés permettent de réduire effectivement le risque global de taux d'intérêt.

Les contrats correspondant à chacune des catégories décrites ci-dessus sont dès leur conclusion comptabilisés dans des comptes distincts. Les risques et les résultats de chaque catégorie font également l'objet d'un suivi spécifique.

Les intérêts sont calculés au prorata temporis. Les charges et produits courus sur un même contrat font l'objet d'un enregistrement pour leur montant brut.

3.7 COMMISSIONS

Les commissions reçues ou payées sont comptabilisées à l'encaissement. Certaines commissions sont fixées en fonction des coûts du service rendu ou sont liées à des dysfonctionnements. Elles peuvent être déterminées contractuellement (commission de rémunération d'un risque) ou à partir de clé de répartition (moyens de paiement).

3.8 CHANGEMENTS DE METHODE COMPTABLE

Aucun changement de méthode comptable n'a été constaté au cours de l'exercice.

3.9 CORRECTION D'ERREUR:

Suite à la transmission de données erronées sur les contrats des plans Epargne Logement, le calcul de la provision Epargne Logement a été sous évalué sur l'exercice 2007 pour un montant net de 1406 K€ Un rattrapage a eu lieu au cours de l'exercice. Conformément à l'article 7-4 du règlement CRC 2000-06 du 07 décembre 2000, les corrections d'erreur significatives doivent être comptabilisées sur une ligne distincte du compte de résultat. La dotation complémentaire a été imputée en charges exceptionnelles au lieu du compte affectant le poste intérêts et charges assimilées à la clientèle après échanges avec nos commissaires aux comptes.

Comptes au 31 12 2007	2007 publié	2007 retraité
Bilan (provision EL)	4 399	5 805
Dotation net de reprise de provision	378	1 784
Produit Net Bancaire	145 106	143 700
Résultat net	17 097	15 691

POSTES DU BILAN, DU HORS BILAN, DU COMPTE DE RESULTAT

3.7 INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

VENTILATION DES CREANCES SELON LA DUREE RESIDUELLE

Rubriques	D <= 3mois	3 mois < D <=1 an	1 an < D <= 5ans	D > 5 ans	Total
Caisse, Banque Centrale, CCP	20 305				20 305
Créances sur Ets de Crédit					1 652 795
comptes à vue (1)	301 477				301 477
comptes et prêts à terme (2) non compris prêts subordonnés	245 845	27 365	279 247	790 065	1 342 522
Prêts subordonnés			3 471	5 325	8 796
Titres de placement					102 797
Obligations		26 130	68 519		94 649
OPCVM	8 148				8 148
Titres d'investissement					36 114
Obligations			36 114		36 114

Dont opérations internes avec le réseau

(1) à vue: 301 108

(2) à terme : 487 313

OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

Rubriques	Montant	Créances douteuses	Douteux compromis	Provisions	Créances rattachées	Total 31.12.08	Total 31.12.07
Créances commerciales	39 002	1 092	2 148	-592		41 650	38 415
Autres concours à la clientèle	5 244 146	12 297	63 833	-46 135	19 692	5 293 833	5 136 851
Crédits de trésorerie	477 121				1 545		
Crédits à l'équipement	1 095 270				11 150		
Prêts à l'habitat	3 504 506				6 402		
Autres crédits à la clientèle valeurs non imputées	167 221 28				595		
Comptes ordinaires débiteurs	74 213	1 673	15 244	-14 247		76 883	80 056
TOTAL	5 357 361	15 062	81 225	-60 974	19 692	5 412 366	5 255 322

Le CMC ne participe pas au mécanisme de refinancement de créances au Système Européen de Banque Centrale. Aucune information ne sera transmise sur la ventilation des créances sur les établissements de crédits et à la clientèle éligibles au système de refinancement

VENTILATION DES DETTES SELON LA DUREE RESIDUELLE

Rubriques	D <= 3mois	3 mois < D <=1 an	1 an < D <= 5ans	D > 5 ans	Total
Dettes envers Ets de Crédit	240 257	330 537	735 393	706 679	2 012 866
Dettes à vue (1)	15 452				15 452
Dettes à terme (2)	224 805	330 537	735 393	706 679	1 997 414

Dont opérations internes avec le réseau

(1) à vue

(2) à terme : 1 935 678

Rubriques	D <= 3mois	3 mois < D <= 1 an	1 an < D <= 5ans	D > 5 ans	Total
COMPTES DE LA CLIENTELE					4 494 318
compte d'épargne à régime spécial:					
A vue	1 771 798				1 771 798
A terme	243 782	104 516	550 899	271 859	1 171 056
Autres dettes à vue :					
Comptes ordinaires	881 960				881 960
Autres sommes dues	8 550				8 550
Autres dettes à terme (comptes créditeurs)	313 356	79 298	216 112	52 188	660 954
DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE					309 259
Bons	5 666	9 608	2 104		17 378
TCN	20 853	17 505	6 061	11 000	55 419
Titres du marché interbancaire		40 298	31 133	165 031	236 462

PORTEFEUILLE TITRES

Mouvements du portefeuille titres

CATEGORIES DE TITRES	PLACEMENT		INVESTISSEMENT		
	VALEUR	COMPTABLE	MARCHE	COMPTABLE	MARCHE
Titres à revenu fixe (effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe)		96 871	94 174	40 614	33 334
Bons du trésor					
Titres du marché interbancaire					
Certificats de dépôts					
BMTN					
Obligations (1)		96 396	94 174	40 423	33 334
Créances rattachées		475		191	
Actions et autres titres à revenu variable		9 642	8 149		
Actions (2)		517	468		
Parts d' OPCVM court terme					
Autres parts d'opcvm		9 125	7 681		
Moins values latentes		2 222			
obligations et autres titres à revenu fixe		2 222		4 500	
Obligations (3)		2 222		4 500	
TCN				0	
actions et autres titres à revenu variable		1 493			
titres d'investissement vendus avant échéance				0	0

(1) dont 5092 K€ obligation LEHMAN BROTHERS déclassée en titre investissement **obligation douteux ou compromis**. (cf. faits marquants)

(2) y compris les actions reçues de VISA EUROPE pour 517 K€ classées en portefeuille placement. Ces actions sont cotées en dollars (USD)

(3) dont provision de 4500 K€ pour risque de contrepartie constituée sur l'obligation LEHMAN BROTHERS. (cf. faits marquants)

REPARTITION ENTRE EMETTEURS SUR OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE (hors créances rattachées) :

	titre de transaction	titre de placement	titre d'investissement
émetteurs publics			
établissements de crédit (1)		96 390	35 332
autres émetteurs		6	
Total		96 396	35 332

(1) dont 125 015 K€émetteurs non résidents

OPCVM

Le portefeuille OPCVM comporte 9125 K€de parts d'OPCVM non cotées. Ce sont tous des OPCVM de la zone euro.

FILIALES ET PARTICIPATIONS

NATURE	MONTANT	PROVISIONS	NET 2008	NET 2007
PARTS DES ENTREPRISES LIEES				
établissements de crédit cotés	25 886		25 886	25 000
établissements de crédit non cotés (1)	96 601	24 452 (2)	72 149	8 770
autres entreprises à caractère financier (1)	29 885	32	29 853	42 380
autres entreprises à caractère non financier	2 286		2 286	2 286
TOTAL PARTS DES ENTREPRISES LIEES	154 658	24 484	130 174	78 436
TITRES DE PARTICIPATION				
établissements de crédit	8		8	8
autres entreprises à caractère financier				197
autres entreprises à caractère non financier	1 051	16	1 035	647
Parts dans SCI	2		2	2
Avances SCI	227		227	227
Certificats d'association du FGI (3)	1 619		1 619	
Créances rattachées	685		685	685
TOTAL TITRES DE PARTICIPATION	3 600	16	3 584	1 766

(1) Les participations du CMC dans les filiales incluses dans le périmètre de consolidation nationale du Crédit Mutuel sont classées PCEC «Parts d'entreprises liées» puisque détenues à 100% par groupe CM-CIC. Suite à la dissolution de la SAS CLOE (cf. faits marquants), le CMC a :

- sorti 21 000 K€d'actions SAS CLOE du portefeuille 'autres entreprises à caractère financier',
- et racheté sa quote-part (35%) des titres détenus antérieurement par la SAS CLOE, à savoir les titres :
 - BFCM entrés en portefeuille 'Ets de crédit non cotés' pour 87 750 K€
 - CM-CIC ASSET MANAGEMENT et SYNERGIE FINANCE entrés en portefeuille 'autres entreprises à caractère financier' pour 1 856 K€

(2) Suite à la crise financière, une provision a été constituée à hauteur de 24 452 €sur les titres de la BFCM.

(3)Les certificats d'association souscrits auprès du Fonds de Garantie Interbancaire ont fait l'objet d'un reclassement du compte 3616 'débiteurs divers' au compte 413 'Titres de l'activité de Portefeuille'.

TABLEAU DES FILIALES ET DES PRINCIPALES PARTICIPATIONS

FILIALES ET PARTICIPATIONS	Capital	Réserves + report à nouveau avant affectation	Quote part du capital détenue	Valeur comptable des titres	
				Brute	Nette
FILIALES détenues à 100 %					
- SCICM	1 331		100%	1 331	1 331
- SI DU CENTRE	335		100%	335	335
PARTICIPATION > 10 % et< à 50 %					
- GIE CLOE FOURNITURES(1)	1 000		35%	350	350
- SCI LES JARDINS DE ST CYR	1,6		19%	0,30	0,30
- SCI VILLA DE FLORENCE	1,6		30%	0,50	0,50
- SCI LE CLOS DES TILLEULS	1,6		30%	0,50	0,50
- SCI LE CLOS DE LA JEUNETTE	1,6		30%	0,50	0,50
- SCI LES JARDINS DU CARROI	1,6		10%	0,2	0,20
- SCI VILLA TOSCANE	1,6		30%	0,50	0,50
AUTRES FILIALES, AUTRES PARTICIPATIONS DANS LES SOCIETES FRANCAISES				151 728	127 228

TABLEAU DES FILIALES ET DES PRINCIPALES PARTICIPATIONS (suite)

FILIALES ET PARTICIPATIONS	Prêts et avances consentis	Montant des cautions ou avals	PNB ou CA HT	Résultat	Dividendes encaissés
FILIALES détenues à 100 %					
SCICM	27 029	18	1 126	-127	
SI DU CENTRE	0	114	221	24	
PARTICIPATION >10 % et< à 50 %					
GIE CLOE FOURNITURES					
SCI LES JARDINS DE ST CYR	10			14	3
SCI LE CLOS DES TILLEULS			1 794	299	90
SCI LES JARDINS DU CARROI			32	25	3
SCI VILLA TOSCANE	106		3 108	318	95
SCI VILLA DE FLORENCE			3 323	206	62
SCI LE CLOS DE LA JEUNETTE	119				
AUTRES FILIALES, AUTRES PARTICIPATIONS DANS LES SOCIETES FRANCAISES	188 246	948 752			6 515
Prêt SODELEM	41 205				
C/C et Compte bloqué 2% CCCM	147 041				
Autres avances	168				
Engagements de garanties : SODELEM		41 225			
Engagements de garanties : BFCM (SFEF)		33 242			
SWAPS BFCM		775 000			
SWAPS CIC		115 000			

Autres Participations significatives

- BFCM Société anonyme (87 750 soit 0,67 %),
- CIC Société anonyme (25 886 soit 0,58 %),
- CCCM Société coopérative à capital variable (titres réseau Crédit Mutuel)
Parts A CCCM : 1 873 K€soit 3,42 % ; Parts B CCCM : 3 526 K€soit 5,76 %
- ACM Société anonyme (25 160 K€soit 1,73 %),
- SODELEM Société anonyme (3 452 K€soit 9,8 %)

PROVISIONS POUR RISQUE DE CONTREPARTIE

Nature	31/12/2007	Dotations	Reprises	31/12/2008
Provision pour dépréciation obligations douteux compromis (1)		4 500		4 500
Provisions pour dépréciation des créances nominales (actif)	60 961	14 344	18 859	56 446
Provisions pour dépréciation des créances actuarielles art 13 CRC 2002-03 (actif)	4 392	2 400	2 263	4 529
Provisions sur engagements par signature (passif)	649	669	158	1 160
Provision pour générale risque de crédit (passif)	34 765	1 500		36 265
Autres provisions risques de contrepartie (passif)	3049	765	2172	1 642

(1) Provision pour les obligations LEHMAN BROTHERS .

CAPITAUX PROPRES

Capital social :

Catégories de Parts sociales (nominal 1 €)	montant début d'exercice	montant fin d'exercice
parts sociales A	6 056	5 983
parts sociales B	174 753	183 766
parts intérêts prioritaires / PANC	61 300	79 600
Capital social	242 109	269 349

La dernière tranche de l'augmentation de capital souscrite sous forme de PANC par ACM VIE Sam a été versée le 16 juillet 2008 pour un montant de 18 300 K€

Détail des variations des capitaux propres durant l'exercice 2008:

Rubriques	début exercice	changement de méthode	affectation résultat 2007	variations de l'exercice	Fin de l'exercice
capital	242 109			27 240	269 349
réserves légales	64 138		672		64 810
boni de fusion et réserves	34 297				34 297
réserves statutaires	38 022		7 934		45 956
autres réserves	20 982				20 982
report à nouveau	-2 817		2 817		0
intérêts statutaires	0		5 674		0
Résultat	17 097				16 523
FRBG	96 558			42 460	139 018
TOTAL	510 386	0	17 097	69 700	590 935

FRBG :

Le FRBG s'est accru de 42 460 K€ augmentation provenant d'une dotation de 42 000 K€ au fonds pour risques généraux et d'un accroissement de 460 K€ du fonds de solidarité.

Lors de la dissolution amiable de la SAS CLOE (cf. faits marquants), la CFCMC a dégagé une plus value de 62 000 K€ Cette plus value devait être intégralement affectée en FRBG. Néanmoins les conséquences de la crise financière a obligé la CFCMC à constituer une provision de 24 452 K€ sur les titres de participation BFCM et de ramener la dotation FRBG à 37 000 K€

Le fonds pour risques bancaires généraux comporte :

- la provision pour risques généraux pour 121 816 K€
- le fonds de solidarité conformément à la réglementation du Crédit Mutuel pour 17 201 K€

Le FRBG représente 23,5 % des fonds propres du CMC avant affectation du résultat contre 18,9 % en 2007.

PROVISIONS

rubriques	31/12/07	Dotations	Reprises	31/12/08
- Provisions pour CAT à taux progressif	1 177	416	891	702
- Provision épargne logement (1)	4 400	1 560	13	5 947
- Provisions pour redressement taxe professionnelle	0			0
- Provisions pour impôts	70		70	0
- Provision générale pour risque de crédit (2)	34 765	1 500		36 265
- Provisions s'engagements par signature	649	669	158	1 160
- Provisions risques PBA (3)	1 902	750	1 902	750
- Provisions swaps position isolée	143		143	0
- provisions pour risques défendeurs (4)	1 148	19	276	891
TOTAL	44 254	4 914	3 453	45 715

- 1) Suite à une correction d'erreur des données épargne logement de 2007, la dotation épargne logement a été comptabilisée partiellement en charges exceptionnelles pour un montant de 1406 K€ (cf. correction d'erreur)
- 2) La provision générale pour le risque de crédit (ou provision ex ante = provisionnement d'avance par appréciation statistique) s'élève à 36 265 K€ Une dotation de 1500 K€ a été constituée et répartie auprès de chaque caisse prêteuse au prorata des encours de crédit à la clientèle.
- 3) Suite aux contrôles du CNASEA (Centre National pour l'Aménagement des Structures des Exploitations Agricoles) la provision antérieurement constituée de 1902 K€ été intégralement reprise et une dotation de 421 K€ résultant de l'application du taux de réfaction annuel aux bonifications des exercices 2000 à 2003 a été comptabilisée.
Ce taux de réfaction moyen issu des contrôles des exercices 2000 à 2003 a été également appliqué pour déterminer le montant de la provision pour les bonifications des exercices 2004 à 2008, soit 329 K€ (d'où une provision à fin 2008 de 750 K€ = 421 K€ + 329 K€)
- 4) Les dotations et reprises sur provisions sur risque dossiers défendeurs (dossiers risques responsabilité professionnelle et sur autres litiges) n'impactent plus le cout du risque mais les autres produits et charges d'exploitation bancaire (PNB)
Les reprises disponibles sur dossiers défendeurs s'élèvent à 272 K€ et les reprises utilisées à 4 K€

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Rubriques	Montant 2007	Dotation /acquisition	Cession /reprise	retraitement	Montant 2008
Fonds de commerce	632			0	632
Logiciels informatiques	59	6			65
Droit au bail et autres immo incorporelles	3 508				3 508
Total Immo. Incorporelles	4 199	6	0	0	4 205
Provision FDC	632				632
Amort. Logiciels informatiques	46	11			57
Amort. Droit au bail et autres immo incorpor	537	22			559
Total Amort. Immo. Incorporelles	1 215	33	0		1 248

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Rubriques	Montant 2007	Dotation /acquisition	Cession /reprise	retraitement	Montant 2008
Immobilisations en cours		2			2
Autres constructions	0	0	0		0
Terrains	1 471				1 471
Construction exploitation	10 007	6			10 013
Construction equipement exploitation	15 340	1 109	28		16 421
AAI Immobilier d'exploitation	21 735	666	563		21 838
AAI Mobilier d'exploitation	5 250	19	507		4 762
Matériel de transport	932	201	163		970
Mobilier et matériel de bureau	1 903	3	1 036		870
Matériel de sécurité	10 367	271	719		9 919
Autres matériels d'exploitation	5 751	288	255		5 784
Total Immo. Corporelles	72 756	2 565	3 271	0	72 050
Amort.Construction exploitation	2 091	252			2 343
Amort.Construction equipement exploitation	5 572	1 124	23		6 673
Amort. AAI Immobilier d'exploitation	13 941	1 661	460		15 142
Amort. AAI Mobilier d'exploitation	4 090	294	424		3 960
Amort.Matériel de transport	455	252	129		578
Amort.Mobilier et matériel de bureau	689	449	547		591
Amort.Matériel de sécurité	9 179	673	701		9 151
Amort.Autres matériels d'exploitation	3 876	378	242		4 012
Total Amort. Immo. Corporelles	39 893	5 083	2 526	0	42 450

DETAIL DES COMPTES AUTRES ACTIFS /AUTRES PASSIFS

Rubriques	31/12/2008	31/12/2007
TDI/CODEVI	0	18 635
Etat impôts et taxes	42 234	42 100
Autres débiteurs divers	48 285	61 569
autres stocks et assimilés	4	3
intérêts à recevoir CODEVI	0	661
Comptes clients	66	20
Compte dépôt matif		36
Total Autres actifs :	90 589	123 024
Versement a effectuer entreprises liées	713	524
Etat impôts et taxes	20 625	21 298
Autres créditeurs divers	2 824	24 946
Dépôts et cautionnements	77	76
Autres dépôts clients	0	36
Comptes de clients	10	15
Total Autres passifs :	24 249	46 895

Les certificats d'association FGI (fonds de Garantie Interbancaire) pour 1619 K€ ont fait l'objet d'un reclassement dans la rubrique Participations et autres titres détenus à long terme.

Les Titres de Développement Industriel ont été remboursés en octobre 2008 pour un montant de 24 998 K€

DETAIL DES COMPTES DE REGULARISATION

Rubriques	31/12/2008	31/12/2007
Valeurs reçues à l'encaissement	8 266	6 000
Swaps tx achats (flux intérêts à percevoir)	4 402	5 853
Charges constatées d'avance	87	127
Produits à recevoir	4 835	4 829
Frais à étaler emprunt SFEF	43	
Prime remboursement CRH	2 882	3 491
Comptes divers	31 975	36 528
Total Comptes régularisation Actif:	52 490	56 828
Comptes sur opérations de recouvrement	5	4
Swaps tx ventes (flux intérêts à payer)	3 955	4 697
Prime émission CRH		317
charges à payer	15 779	8 816
Produits constatés d'avance	33 018	33 232
Comptes de régularisation interne	3 673	18 008
Total Comptes régularisation Passif:	56 430	65 074

3.8 INFORMATIONS RELATIVES AU HORS-BILAN

OPERATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME (swaps)

9 swaps de taux d'intérêts sont classés en portefeuille de micro-couverture pour un montant nominal de 115 000 K€ selon détail ci-dessous :

Contrepartie	Date mise en place	Date échéance	Montant nominal	Juste valeur
CIC	2004	2014	5 000	284
CIC	2004	2014	5 000	299
CIC	2004	2011	5 000	234
CIC	2004	2010	10 000	341
CIC	2004	2010	10 000	349
CIC	2005	2015	20 000	389
BFCM	2005	2015	14 000	-94
BFCM	2005	2015	21 000	-29
CFCM CEE (1)	2005	2017	25 000	356
			115 000	2 129

(1) opération effectuée dans le cadre du réseau Crédit Mutuel

20 swaps de taux d'intérêts pour un montant nominal de 775 000 K€ sont classés en portefeuille de macro-couverture selon détail ci-dessous :

Contrepartie	Date mise en place	Date échéance	Montant nominal	Juste valeur
BFCM	2006	2009	50 000	-508
BFCM	2007	2009	60 000	-498
BFCM	2007	2009	60 000	-547
BFCM	2007	2009	10 000	-80
BFCM	2007	2009	20 000	-286
BFCM	2007	2009	15 000	-140
BFCM	2007	2009	20 000	-187
BFCM	2007	2010	60 000	-1886
BFCM	2007	2010	60 000	-2019
BFCM	2007	2010	25 000	-760
BFCM	2007	2010	15 000	-469
BFCM	2007	2011	50 000	-2561
BFCM	2007	2011	50 000	-2086
BFCM	2007	2012	50 000	-2415
BFCM	2007	2013	30 000	-1596
BFCM	2007	2013	80 000	-4725
BFCM	2007	2014	50 000	-3087
BFCM	2007	2014	40 000	-2359
BFCM	2007	2014	15 000	-879
BFCM	2007	2015	15 000	-916
			775 000	-28 004

Pour le calcul du risque de contrepartie, ces swaps sont évalués selon la méthode du prix de marché.

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET ENGAGEMENTS DE GARANTIE

	31 12 2008	31 12 2007
ENGAGEMENTS DONNES (financement + garantie)	614 013	679 801
Engagements de financement	498 754	574 608
<i>Engagements de financement en faveur des établissements de crédit (1)</i>	15 630	14 731
<i>Engagements de financement en faveur de la clientèle :</i>	481 818	558 724
Ouvertures de Crédit	201 404	194 727
Crédits à utiliser (2)	280 185	363 997
Credoc import	229	
Engagements douteux	1 306	1 153
Engagements de garantie	115 259	105 193
Engagements de garantie en faveur des établissements de crédits	56 567	54 512
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	58 692	50 681
<i>dont Engagements de garanties douteux clientèle</i>	2 104	3 468
ENGAGEMENTS RECUS	477 168	486 528
Engagements de garantie reçus des établissements de crédits (3)	477 168	486 528
ENGAGEMENTS DE TITRES A LIVRER	672	1 540
ENGAGEMENTS DE TITRES A RECEVOIR	672	1 540

- (1) Ce poste comprend essentiellement les engagements de refinancement accordés à SODELEM pour 4000 K€ et à la Caisse de Refinancement à l'Habitat pour 11 625 K€
- (2) Cette rubrique comprend les encours de crédits amortissables restant à débloquer.
- (3) Les engagements de garanties reçus comportent essentiellement les cautions donnés par Crédit Logement pour un montant de 446 106 K€ dans le cadre de la distribution des Prêts Habitat.

Les créances affectées en garantie à la BFCM dans le cadre des opérations avec la SFEF sont inscrites en hors bilan pour un montant de 33 242 K€ mais elles ne sont pas reprises en hors bilan réglementaire ci-dessus

4.3 INFORMATION SUR LE COMPTE DE RESULTAT

INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES

Rubriques	31/12/2008	31/12/2007
Produits sur opérations de trésorerie	71 224	50 638
Produits sur opérations avec la clientèle	274 848	239 070
Produits sur opérations sur titres	7 466	6 920
Produits sur prêts subordonnés et titres de participation	52	64
Total	353 590	296 692

INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES

Rubriques	31/12/2008	31/12/2007
Charges sur opérations de trésorerie	90 548	76 893
Charges sur opérations avec la clientèle	170 831	129 044
Charges sur opérations sur titres	13 262	12 331
Charges sur prêts subordonnés et titres de participation	0	0
Total	274 641	218 268

COMMISSIONS

	encaissées 31/12/2008	payées 31/12/2008	encaissées 31/12/2007	payées 31/12/2007
opérations interbancaires	695	3	661	3
opérations avec la clientèle	29 560	12	29 578	9
opérations sur titres	18	23	52	32
opérations sur titres clientèle	4 891		5 666	
opérations sur étranger	17	1	10	1
opérations sur engagements HB	35	24	33	31
opérations sur moyens de paiement	15 818	8 383	15 875	8 509
prestations financières (1)	22 736	1 339	22 270	2 604
Total	73 770	9 785	73 484	11 189

(1) Les prestations financières comportent les commissions encaissées sur l'activité assurance pour 22 736 K€ se décomposant essentiellement en commissions produits assurance vie et emprunteur pour 12 490 K€ et commissions IARD pour 8 277 K€

CHARGES GENERALES D EXPLOITATION

Rubriques	31/12/2008	31/12/2007
frais de personnel:	64 245	62 452
salaires et traitements:	38 390	36 710
charges sociales et de retraite	16 396	16 504
impôts et taxes sur rémunération	5 546	4 526
intéressement et participation	4 004	4 712
autres refacturation	-91	
impôts et taxes	3 584	3 705
services extérieurs	32 298	31 714
Loyers et locations	6 114	5 365
services ext des stes du groupe	1 805	2 395
transports et déplacements	1 616	1 470
autres services extérieurs	22 763	22 484
TOTAL	100 127	97 871

GAINS OU PERTES SUR PORTEFEUILLE DE PLACEMENT

Rubriques	dotations aux provisions	moins value de cessions	reprises de provisions	plus value de cessions	Net 2008	Net 2007
titres de placement	-2 962		0	423	-2 539	164
Total	-2 962		0		-2 539	164

COUT DU RISQUE

Rubriques	dotations aux provisions	créances irrécouvrables	reprises de provisions	recouvrement sur créances apurées	Net 2008	Net 2007
créances douteuses	-16 389	-6 530	19 837	542	-2 540	-3 423
Obligations douteuses	-4 500				-4 500	
engagements par signature	-669		158		-511	-24
provisions pour risques	-1 500				-1 500	-4 643
Total	-23 058	-6 530	19 995	542	-9 051	-8 090

Le montant des pertes provient pour 6497 K€ de créances en douteux compromis et pour 33 K€ de dossiers classés en encours sains.

Le montant des reprises sur provisions (hors reprise sur provisions art 13 pour 2074 K€) se répartit en créances douteuses pour 1 888 K€ et en douteux compromis pour 16 033 K€

GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES

Rubriques	dotations aux provisions	moins value	reprises de provisions	plus value	Net 2008	Net 2007
titres de participation	-24 452		10	62 341	37 899	29
immobilisations		-207		81	-126	-31
Total	-24 452	-207	10	62 422	37 773	-2

RESULTAT EXCEPTIONNEL POSITIF : 524 K€

- Dotation provision épargne logement - 1406
- Remboursement solidarité nationale Arras : 881
- Autres produits exceptionnels 1

IMPOTS SUR LES BENEFICES

Rubriques	2008	2007
Impôt à taux normal 33,33%	-11 427	-12 380
Impôt à taux réduit 15 %	-539	-526
Crédit d'impôt	45	210
Contribution sociale 1%	-82	-136
Dégrèvement IS	32	51
Lissage crédit impôt PTZ	1 119	992
Redressement	-375	-135
Reprise de provision sur redressement IS	70	
Total	-11 157	-11 924

SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION PAR ACTIVITE

La formation du PNB et des soldes intermédiaires de gestion provient à 100 % de l'activité clientèle (particuliers, professionnels et PME) au CMC.

PROJET D'AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2008 s'élevant à 16 523K€

Distributions (intérêts des parts sociales) 7 927 K€

Affectation en réserves 8 596 K€

4.4 AUTRES INFORMATIONS

INFORMATIONS SUR LE RISQUE DE CREDIT (en K€)

Ventilation des encours par secteur économique :

Ces informations ne sont pas disponibles.

Ventilation par zone géographique :

Compte tenu de l'activité régionale du CMC, la ventilation par zone géographique n'est pas significative,

Ventilation par contrepartie :

La ventilation retenue par contrepartie est issue du découpage réalisé dans les catégories FINREP

Contreparties	Encours
Etat et Banques centrales	1 027 905
Administrations publiques	139 116
Etablissements de crédit	1 052 164
Dont Crédit Mutuel réseau	793 738
Grandes entreprises	453 285
Particuliers et Petites entreprises	4 818 479
Autres (immobilisations et comptes généraux non ventilés)	42 824
Total	7 533 773

Ventilation des créances douteuses par agents économiques :

	créances douteuses	provisions	créances nettes
Etablissements de crédit	5 092	4 500	592
Administrations publiques	28	12	16
Grandes Entreprises	9 693	6 436	3 257
Particuliers et Petites Entreprises	86 565	54 526	32 039
Total	101 378	65 474	35 904

Taux de couverture des créances douteuses et douteuses compromises :

	31/12/2008	31/12/2007
Taux de couverture hors provision actuarielle	60,12 %	61,07 %
Taux de couverture avec provision actuarielle	64,58%	65,28 %

Y compris les obligations douteux compromis LEHMAN BROTHERS

INFORMATIONS SUR LE PERSONNEL**Ventilation de l'effectif en CDI au 31 décembre 2008:**

Rubriques	Femmes	Hommes	Total
Cadres	1	5	6
Maitrises	644	216	860
Employés	135	216	351
Total	780	437	1217

Engagements de retraite et primes de médailles :

La Caisse de Crédit Mutuel Agricole du Centre (employeur unique du Crédit Mutuel du Centre) est engagée par accord d'entreprise au versement d'indemnités lors du départ en retraite des salariés et lors de promotions de médailles du travail.

Elle a souscrit auprès des Assurances de Crédit Mutuel (ACM) un contrat d'indemnités de fin de carrière et un contrat pour les primes de médaille. Les ACM procèdent chaque année à l'estimation de ces engagements et au montant des cotisations à verser.

Hypothèses utilisées :

Evolution Salariale	2,92 %
Taux de rotation	De 0 à 30 ans : 10,49 % De 31 à 40 ans : 5,87 % De 41 à 50 ans : 2,66 % A partir de 51 ans : 1,58 %
Mortalité	TV 88-90
Taux d'actualisation	4,74 %

Evaluation des engagements et cotisations versées capitalisées :

Nature des engagements	Evaluation des engagements pris par la CMA Centre	Provision disponible aux ACM (cotisations versées capitalisées)
Indemnités fin de carrière	4 889 K€	4 171 K€
Médailles du travail	1 655 K€	2 168 K€

Les engagements sont intégralement couverts après constatation au 31/12/2008 d'une charge à payer pour versement aux ACM d'un complément de prime d'IFC de 719 K€

Conformément à l'article 9 du CRBF 91-01 (modifié par l'article 12 du CRBF 94-03) le rapport de gestion du groupe est tenu à la disposition du public au siège de la CAISSE FEDERALE DE CREDIT MUTUEL DU CENTRE 105, rue du Faubourg Madeleine 45920 Orléans Cedex 9.

Crédit Mutuel du Centre

**RAPPORTS
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**



**Commissariat
aux comptes titulaire**

La S.A. GRANT THORNTON

Représentée par

M. Gérard de FOURNAS

100, rue de Courcelles

75849 Paris Cedex 17

Cabinet MAZARS & GUERARD

Représenté par M. Masieri

61, rue Henri Regnault

92075 La Défense Cédex

**Commissariat
aux comptes suppléant**

M. Guy FLOCHAY

65, rue de Bercy

75589 Paris Cedex 12

M. Guillaume POTEL

Le Vinci, 4 allée de l'Arche

92075 La Défense Cedex

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes globalisés
Exercice clos le 31 décembre 2008

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008 sur :

- le contrôle des comptes globalisés du Crédit Mutuel du Centre, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes globalisés ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes globalisés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes globalisés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes globalisés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - Justification des appréciations

La crise financière et économique a de multiples impacts sur les établissements de crédit, notamment sur leurs activités, leurs résultats, leurs risques et leur refinancement. C'est dans un contexte de hausse exceptionnelle de la volatilité et de la corrélation, de contraction généralisée de la liquidité ainsi que d'incertitude sur l'évolution des marchés et des conditions économiques, qu'en application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissances les éléments suivants :

Estimations comptables

- Votre société constitue des provisions pour couvrir les risques de crédit inhérents à des activités (Notes 3.3 et 3.4 de l'annexe). Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à leur couverture par des provisions spécifiques à l'actif et au passif du bilan.
- Votre société détient des positions sur titres et sur instruments financiers. La note 3.2 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux titres et aux instruments financiers. Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au classement comptable et à la détermination des paramètres utilisés pour la valorisation de ces positions. Nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables retenues par la société et des informations fournies dans les notes annexes et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes globalisés des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financières et les comptes globalisés.

Fait à Paris et Courbevoie, le 30 avril 2009

Les commissaires aux comptes

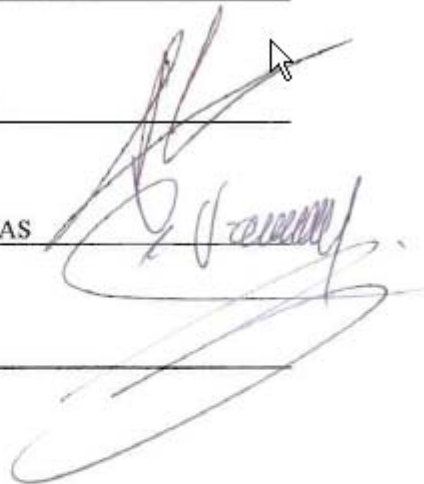
GRANT THORNTON

WILLIAM RAPAUD

GERARD DE FOURNAS

MAZARS

PIERRE MASIERI



Rapport spécial des Commissaires aux Comptes

Caisse Fédérale du Crédit Mutuel du Centre Exercice clos le 31 décembre 2008

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre Société, nous devons vous présentons un rapport sur les conventions réglementées dont nous avons été avisés. Il n'entre pas dans notre mission de rechercher l'existence éventuelle de telles conventions.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice et visée à l'article L. 225-86 du Code de commerce.

Paris, le 30 avril 2009


Les Commissaires aux Comptes

Grant Thornton
Membre français de Grant Thornton
International


William Rapaud
Associé


Gérard de Fourmas
Associé

Mazars


Pierre Masieri
Associé